



Paris, le 3 juin 2010

Communiqué

Charlotte BRUN

Secrétaire nationale aux personnes âgées, handicap et dépendance

Le gouvernement vient d'annoncer la mise en place d'un cinquième risque avant la fin de l'année 2010 pour être opérationnel en 2011.

Les socialistes regrettent l'absence de calendrier et attendent avec impatience de connaître le détail des propositions du gouvernement.

Ils rappellent qu'ils seront très attentifs à ce que l'Etat joue pleinement son rôle de garant de la solidarité nationale. Ce n'est pas le cas aujourd'hui où il laisse aux départements le soin de financer une part toujours croissante de la dépendance, ce qui aboutit au creusement des inégalités territoriales pourtant déjà très fortes. Les socialistes regrettent que le gouvernement semble exclure du champ de la réforme l'enjeu de la convergence entre le handicap et la perte de dépendance.

Le Parti socialiste croit en un nouveau droit universel à la compensation de la perte de l'autonomie tout au long de la vie. Ce droit doit tenir compte des situations et des désirs de chacun dans le choix de son parcours. Il doit garantir un panier de soins de services conséquent. Il doit intégrer le rôle des aidants familiaux et ne saurait être réduit à une simple logique assurantielle individuelle.

Les situations de handicap et de perte d'autonomie génèrent des contraintes multiples qui exigent une réponse personnalisée. Les socialistes souhaitent aller vers une homogénéisation des multiples systèmes actuels (invalidité, AAH, PCH, APA, etc.), dont la complexité génère de l'iniquité. Notamment, la levée de la barrière d'âge à 60 ans doit devenir effective avec une prise en charge selon la situation personnelle et non selon des critères administratifs arbitraires.

Le Parti socialiste s'engagera donc clairement dans ce débat pour un nouveau champ de protection sociale d'aide à l'autonomie, à tout âge de la vie et s'opposera fermement à tous désengagements de l'Etat. Depuis 2007, le gouvernement annonce tous les ans cette réforme pour la fin de l'année, il est urgent d'agir.